



N°221 · SEPT-OCT 2008

1,50 EURO

GOOD YEAR · SANS PAPIERS · AFGHANISTAN

# DE CETTE SOCIÉTÉ-LÀ

# ON N'EN VEUT PAS !

ACTUALITÉ PAGE 3

IMPÉRIALISME PAGE 3 ET PAGE 6

SANOFI-AVENTIS PAGE 5

ET AUSSI



TROUPES  
FRANÇAISES  
TROUPES DE L'OTAN  
HORS  
D'AFGHANISTAN !



- ★ GÉORGIE · PAGE 2
- ★ VIETNAM 1968 · PAGE 6
- ★ NÉPAL · PAGE 7
- ★ SANS-PAPIERS · PAGE 8
- ★ ÉCOLE · PAGE 8



## **GOODYEAR, SANS-PAPIERS, AFGHANISTAN DE CETTE SOCIÉTÉ LÀ, ON N'EN VEUT PAS !**

**COMMUNISTES**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**COMMUNISTES**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**COMMUNISTES**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

**IL FAUT UNE ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille  
Voie Proletarienne.*

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 3<sup>e</sup> trimestre 2008. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Proletarienne, BP n° 48  
93802 Epinay/Seine cedex France

**Notre adresse e-mail :**  
[contact@vp-partisan.org](mailto:contact@vp-partisan.org)

**ABONNEZ-VOUS !**

**TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €**

UN AN SOIT 10 NUMÉROS

**SOUS PLI FERMÉ : 23 €**

**SOUS PLI OUVERT : 15 €**

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION

**SOUS PLI FERMÉ : 11 €**

PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

**SOUS PLI OUVERT : 6 €**

PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES  
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :  
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :**  
**VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48**  
**93802 EPINAY-SUR-SEINE CÉDEX**  
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

**R**entrée 2008, le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner est toujours à l'offensive sur tous les terrains : éducation, santé, emploi et précarité, pouvoir d'achat, EDVIGE, le rouleau compresseur poursuit sa route, sans beaucoup d'opposition.

Car « notre » bourgeoisie craint le déclin de plus en plus visible de l'impérialisme français. Déclin économique, déclin militaire, déclin politique et donc place moins importantes dans les contradictions mondiales, face aux concurrents que sont les USA, le Japon mais aussi le retour de la Russie, désormais la Chine et l'Inde, ainsi que les autres puissances européennes. C'est ce qui explique les tentatives désespérées, et un peu d'arrière garde pour maintenir le rang de « grande puissance » de la France. Union Euro-Méditerranéenne, renforcement de l'intervention en Afghanistan, rôle d'intermédiaire en Géorgie pour ne pas se couper de la Russie désormais fournisseur énergétique essentiel.

**L'agressivité intérieure et extérieure du gouvernement**, le rouleau compresseur des « réformes », la marche accélérée à la restructuration de l'impérialisme français, c'est pour tenter de contrer ce déclin.

En face c'est la **décadence politique**. Le PS n'arrive plus à se distinguer sur rien du tout de Sarkozy et de sa politique : **la bourgeoisie a un seul programme**, celui que Sarkozy développe, et c'est la raison pour laquelle il débâche Kouchner, Martin Hirsch, bientôt Allègre, Jack Lang ou d'autres. Le PS n'a plus de programme alternatif, c'est la vraie raison de la « guerre des chefs », qui ne peuvent se distinguer que sur des ambitions personnelles ou des alliances de clan...

Le PC n'a plus non plus de projet, et n'arrive plus à le masquer, malgré le maintien

de notables municipaux, d'où également la querelle des sectes et courants sans aucun avenir... Quant aux Verts, ils en sont à imaginer n'importe quoi pour préserver quelques élus européens... A eux tous : la catastrophe ! Rien à garder !

Sans même parler de l'absence totale de réaction face aux interventions en Afrique, ou en Afghanistan, tant le consensus national est désormais fort (voir le déplacement commun au Liban de tous les partis officiels, y compris M-G Buffet!).

Au plan syndical, ce n'est pas mieux. Les confédérations, engluées dans la collaboration de classe, les négociations et les Grenelle à répétition ont abandonné toute perspective de résistance sociale. Leur vision de l'avenir ? Une journée un dimanche sur l'éducation (!), une journée mondiale d'action complètement bidon le 7 octobre pour une « vie décente » (!) et les élections prud'homales de décembre (!!!). On se pince, tellement on croit rêver.

Si on devait en rester là, l'avenir serait bien sombre...

**Mais la lutte des classes est plus forte que la volonté des bourgeois**. La résistance des exploités et des opprimés plus forte que la collaboration de classe.

**Les sans-papiers** poursuivent leur combat avec une détermination qui force l'admiration de tous les exploités, malgré toutes les tentatives d'étouffer leur lutte. Manifestation des intermittaires du BTP devant le siège de Bouygues, grève déterminée à Griallet Montreuil, grève au SYCTOM de Romainville. Derrière leur lutte pour les papiers, c'est la libre circulation, la dénonciation de l'impérialisme (cause de leur exil), le refus des exigences du capital qui s'affirment : « De cette société là, on n'en veut pas ! », on veut une société d'égalité des droits, internationaliste et solidaire.

**Les ouvriers de Goodyear**-Amiens mènent une lutte héroïque depuis un an. Ils ont refusé la résignation et le chantage

à l'emploi pour revenir aux 4x8, ils ont refusé la logique du capital dans laquelle la direction voulait les enfermer, ils ont refusé les hausses de productivité, la fatigue accrue, la pénibilité, la destruction accentuée de leur vie de famille. Ils refusent une société de classe, ils défendent un point de vue ouvrier. « De cette société là, on n'en veut pas ! », on veut une société où le travail de nuit, le travail posté, le travail à la chaîne soient interdits, une société où l'Homme soit au cœur de mode de production, et non le marché, la concurrence et le profit.

**En Afghanistan, nos sœurs de Rawa** poursuivent un combat difficile à la fois contre le féodalisme et la réaction, contre l'impérialisme et l'intervention étrangère, contre l'obscurantisme religieux et social des Talibans. Et si personne n'en parle, nous les soutenons toujours : « De cette société là, on n'en veut pas ! », on veut une société de liberté, de laïcité, une société où la démocratie ne soit pas formelle mais réelle, basée sur le pouvoir populaire.

Même les débats autour du NPA de Besancenot montrent l'aspiration nouvelle et positive à une réaction d'ensemble contre une attaque globale, la nécessité d'un quartier général des exploités. Resterait à savoir quel parti, pour quels intérêts et quelle classe, avec quel projet. S'il s'agit de relooker la gauche réformiste sous un vernis plus radical, c'est sans espoir et sans intérêt.

Nous à Voie Proletarienne disons que c'est un parti **communiste** qu'il faut reconstruire, porteur des aspirations révoquées par les Goodyear, les sans-papiers, nos sœurs de Rawa.

Il y a en ce moment particulier nombre de militants honnêtes qui s'interrogent : « Le monde va changer de base, nous ne sommes rien, soyons tout ! » Ils ont raison, c'est d'une autre société, le socialisme, dont nous avons besoin !

## **GÉORGIE MONTEE DES TENSIONS INTERNATIONALES**

Les « événements » de Géorgie sont principalement un conflit inter-impérialiste. Depuis 10 ans, la Russie se redresse économiquement. Sa bourgeoisie a réglé, avec des procédés souvent violents, ses contradictions internes. Elle entend retrouver sa place de puissance impérialiste, en jouant en particulier de ses ressources en matières premières dont l'Europe a besoin. Et au

moins, mettre un terme aux mesures d'encerclement des USA : bouclier anti-missiles en Pologne, bases dans les anciennes républiques soviétiques...

Un des enjeux de la politique agressive des USA est de maintenir le fossé Europe-Russie et le lien Europe-USA. Car l'Europe a un intérêt à se rapprocher de la Russie : fournitures énergétiques contre investissements industriels.

Depuis 15 ans, ces rivalités passent par l'exacerbation systématique des nationalismes réactionnaires, tant chez les Géorgiens que chez les Ossètes et les Abkhazes. Et cette zone est d'autant plus sensible qu'y passent les seuls oléoducs qui assurent

l'écoulement du pétrole de la Caspienne vers l'ouest en échappant au contrôle russe.

• Nous n'avons pas à défendre un impérialisme contre l'autre, ni au nom de la « démocratie », nous ranger aux côtés de la bourgeoisie géorgienne pro-américaine et qui a envoyé des soldats en Irak ; ni prendre le parti des minorités pro-russes contre les alliés des USA, l'ennemi principal, en oubliant comment Poutine a respecté les droits d'un petit peuple situé juste à la frontière nord de la Géorgie, la Tchétchénie.

Nous n'avons pas à nous féliciter du rôle d'arbitre ou d'agent de la paix joué par l'Europe. Car ce rôle est surtout le reflet de ses contradictions propres, tiraillée qu'elle

est entre les deux grands en cause. Allié des USA en Irak, en Afghanistan, avec Israël, etc. Et liée aussi à la Russie qu'elle ménage incroyablement.

• Nous dénonçons le consensus large des partis en France sur le thème de la « démocratie » et de la « paix » (Rappelons que le PCF a participé au voyage organisé par Sarkozy au Liban avant l'été). La paix voulue par Sarkozy n'est pas la même que la nôtre, elle n'est qu'un équilibre Est-Ouest !

• Nous dénonçons l'exacerbation des nationalismes et le danger de guerres inter-impérialistes. Il n'y aura pas de paix tant qu'il y aura du capitalisme !

MC



**GOODYEAR  
AMIENS**

# C'est pas une vie la vie qu'on vit !

**L**e travail posté, lever à 4h30, ou coucher à 7h00 le matin, et pas de vie quand on est de l'après-midi. Le travail la nuit, le ou la compagne que l'on croise, avec qui on discute par petits papiers sur la table de la cuisine, le travail à la machine, la fatigue, le dos cassé, la poussière et la chaleur, et les enfants dans tout ça ?

C'est dur en 5x8, et ils voudraient nous faire revenir en 4x8, pour leurs raisons à eux, des raisons de profit, de compétitivité, de productivité, de guerre économique mondiale ? Mais cette guerre-là n'est pas la nôtre, et nous ne voulons pas en être la chair à canon !

**C'EST LA GUERRE DE CLASSE.** La première bataille a été gagnée, avec le rejet massif du retour aux 4x8. C'est un point d'appui, le socle sur lequel l'unité de la classe s'est construite, l'intérêt ouvrier contre l'intérêt du capital. C'est une fondation solide pour passer à la deuxième phase, la lutte pour l'emploi. La logique du marché, des restructurations ? Ce n'est pas la nôtre. Un contre-plan industriel, un capitalisme à visage humain, une exploitation « décente », un patron « raisonnable » ? On n'en croit pas un mot.

C'est la guerre, c'est la guerre de classe. Restructurations contre grève, mises à pied contre mobilisation, licenciements contre occupation. Et c'est pour cela que cette manifestation d'aujourd'hui prend un tour symbolique. Des camarades sont venus de partout, et pas seulement du caoutchouc, parce que ce combat est celui de chacun d'entre nous. Une résistance contre les compromissions foireuses, contre la gogestion et la collaboration de classe, contre la logique du capital.

**DE CETTE SOCIÉTÉ-LÀ, ON N'EN VEUT PAS !** Derrière le combat des Goodyear, c'est tout ce monde que nous refusons. L'exploitation, l'oppression et la dictature de la fausse démocratie, les règles du jeu de cette société pourrie jusqu'à la moëlle.

Ce n'est pas un hasard si ce sont des ouvriers, au cœur de la production industrielle, qui pointent le doigt sur les fondements du capital. Ils sont là, au centre, là où se crée l'exploitation. Et par leur combat, ils montrent une autre possibilité. Une société solidaire, une société collective

construite sur la satisfaction des besoins des exploités, sur des conditions de vie et de travail qui respectent ce qu'on peut appeler l'humanité de l'Homme, c'est-à-dire sa santé, son intégrité physique et mentale, ses capacités intellectuelles, sa culture et ses relations sociales, familiales ou citoyennes. Cela, le capital ne peut définitivement pas y répondre, car ce n'est pas dans sa logique, ce n'est pas son but.

L'ouvrier, lui, n'a que des chaînes à perdre dans cette société.

**RÉSISTER, MÊME AVEC VAILLANCE, NE SUFFIT PAS !** Résister, c'est le point de départ, évidemment. Sans résistance, pas de projet, pas de changement. Mais nous en avons assez de ce combat éternellement recommencé, de ces batailles successives, d'ailleurs plus souvent perdues que gagnées, dans l'attente illusoire de la bonne volonté de nos exploités.

Eux, en face, ils sont organisés, ils savent ce qu'ils veulent : la restructuration de l'impérialisme français. Nous, nous sommes divisés, plein de confusions dans nos objectifs, car nous avons perdu l'habitude d'imaginer un futur vraiment différent, un idéal révolutionnaire.

Nous n'avons pas de quartier général pour notre classe, de parti ouvrier, de parti pour cet idéal et cette autre société à laquelle nous aspirons tous.

Cet après-midi, Besancenot sera à la porte de l'usine pour soutenir la lutte. C'est une bonne chose, ce combat exemplaire mérite de l'être. Il vaut mille fois plus que toutes les rentrées syndicales bidon qu'on nous propose en ce moment. Le facteur nous proposera aussi son nouveau parti anti-capitaliste, la seule initiative politique un peu intéressante de ces derniers mois. La question que nous posons, c'est

pourquoi ce parti ne parle pas de la place des ouvriers, des bouleversements de la production, de la transformation révolutionnaire de toute la société ? Car ce dont nous avons besoin, ce n'est pas seulement d'un parti pour les luttes, d'un parti pour les élections, d'un parti du « Tous ensemble », mais surtout d'un vrai parti communiste, révolutionnaire, en qui nous pourrions avoir réellement confiance pour arracher les dernières racines du capitalisme.

**IL Y A ENCORE DU CHEMIN À FAIRE... NOUS SOMMES LÀ AVEC LES CAMARADES DE GOODYEAR ET TOUS LES AUTRES POUR AVANCER ENSEMBLE !**

(Extraits du projet de tract de VP-Partisan pour la manifestation du 16 septembre à Amiens)

Faites connaître la lutte des camarades avec le site CGT de l'usine (contact@cgt-goodyear-nord.fr), celui de Sud-Chimie (sudgoodyear.org), le forum des travailleurs de Goodyear (goodyear.exprime-toi.net), et avec notre blog (ouvalgt.overblog.com).



**DÉCLARATION DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE**

## TROUPES FRANÇAISES TROUPES DE L'OTAN HORS D'AFGHANISTAN !

**L**es 10 soldats français tués dans l'embuscade du 18 août n'étaient pas des défenseurs des « droits de l'homme », mais les soldats d'une armée d'occupation. Ils ne sont pas morts pour défendre la liberté du peuple afghan, mais pour que la France maintienne son influence impérialiste dans cette zone du monde. Région stratégique où les Européens ne veulent pas laisser les USA agir seuls.

Sarkozy, le gouvernement français, le PS, affirment que les forces de l'OTAN se battent pour offrir au peuple afghan « égalité, justice, recul de l'arbitraire et de la violence » et pour le « droit des femmes ». C'est au nom du droit des femmes qu'en 1979, le PCF justifiait le soutien à l'intervention russe. C'est au nom de la « défense de la liberté » contre l'occupation russe que les puissances occidentales, USA en tête, ont armé les fondamentalistes qui les combattent aujourd'hui. Ce sont les armes livrées en masse aux « combattants de la liberté » d'hier, qui se retournent aujourd'hui contre les forces d'occupation.

Le gouvernement d'Hamid Karzai est un pouvoir fantoche qui ne tient que par le soutien des forces étrangères et de l'Alliance du Nord. Cette dernière, dirigée avant 2001 par le Commandant Massoud, est haïe par les habitants de Kaboul pour les massacres commis lors de la prise de la ville. Sans base populaire, ce pouvoir doit ménager les seigneurs de la guerre féodaux qui contrôlent les provinces. Aussi réactionnaires que les Talibans, ils s'arment avec l'argent de l'opium.

Depuis 30 ans les Afghans subissent l'oc-

cupation de forces étrangères. Ils sont victimes des luttes des puissances impérialistes pour le contrôle de la région. Sans appui dans le peuple, les forces de l'OTAN perdront cette guerre. Les massacres répétés de civils par l'aviation ne sont pas des « bavures », mais la conséquence inévitable d'une guerre d'occupation de type colonial où le peuple est a priori un ennemi.

Communistes internationalistes, nous souhaitons l'échec de l'impérialisme français et des troupes l'OTAN. Nous exigeons le retrait de toutes les forces d'occupation d'Afghanistan.

Pour nous, la liberté et les droits des peuples et des femmes ne peuvent pas être imposés par une occupation étrangère. Ils ne peuvent être conquis que par le peuple des exploités organisé pour chasser l'occupant et mettre à bas le pouvoir des forces fondamentalistes et des seigneurs de la guerre.

Depuis l'occupation russe, les communistes marxistes-léninistes et les progressistes afghans ont combattu sur deux fronts : contre les occupants, contre les fondamentalistes.

En 2002, nous avons accueilli en France une militante de Rawa (Revolutionary Association of the Women of Afghanistan), organisation qui lutte pour la libération des femmes et du peuple afghan. Nous les soutenons encore, comme toutes les forces progressistes qui refusent d'appuyer le gouvernement fantoche d'Hamid Karzai.

Les démocrates occidentaux refusent leur appui à ces militants. Ils préfèrent s'acquiescer avec des fondamentalistes ou des féodaux « présentables » comme Karzai, pour contrôler le pays à moindre coût.

Pour Rawa, le peuple afghan a aujourd'hui deux ennemis : les fondamentalistes locaux, les forces d'occupation. Avec le départ de l'OTAN, le peuple afghan n'en aurait plus qu'un.

Communistes internationalistes, notre tâche est de renforcer par notre soutien actif Rawa (www.rawa.org) et toutes les forces progressistes et véritablement anti-impérialistes. Après l'échec inévitable des forces d'occupation, elles seront seules, face aux forces réactionnaires, à organiser la lutte pour la libération économique et sociale des hommes et des femmes d'Afghanistan. Ce sont les seules forces porteuses d'un avenir meilleur pour le peuple. Les seules authentiquement anti-impérialistes.

**TROUPES FRANÇAISES ET DE L'OTAN,  
HORS D'AFGHANISTAN !  
NI TALIBANS, NI KARZAI !  
SOUTIEN AUX FORCES PROGRESSISTES ET LAÏQUES,  
POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE  
ET LA LIBÉRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU  
PEUPLE AFGHAN.**

Le 1<sup>er</sup> septembre 2008



La LCR, suite à son résultat de 4,08% aux élections présidentielles, a proposé la construction d'un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA). Les 28 et 29 juin, s'est réunie à Saint-Denis la Coordination des comités d'initiative pour le NPA. Plus de 300 collectifs, 800 délégués, ce n'est pas rien. Cette coordination a lancé un Appel. Ce document fait un peu plus d'une page, nous l'avons lu avec attention.

# La construction du NPA

« Un 'tous ensemble' déterminé et unitaire, la généralisation des luttes et des grèves, voilà ce qu'il faut pour battre le gouvernement et ses contre-réformes ! » (Appel). Les directions syndicales, souvent liées au PC et au PS, divisent au lieu d'unir. Elles pratiquent les « journées de grève saucissonnées, secteur par secteur ». Elles s'inscrivent dans la logique du capitalisme : il faut travailler plus longtemps pour avoir sa retraite ; les droits des travailleurs immigrés ne sont pas un combat central de la classe ouvrière, etc. Mais pourquoi font-elles cela ? Et par quel miracle changeraient-elles de tactique avec la création du NPA ?

Nous disons, nous, que l'unité se construit sur la base de la division ! Il faut d'abord se démarquer des diviseurs ! Le nouveau parti doit se créer CONTRE le réformisme et les réformistes.

« Nous voulons un parti totalement indépendant du Parti socialiste. » Depuis quand le PS est-il LA référence négative du mouvement ouvrier ? D'où sortent les militants du NPA pour n'avoir que le PS comme référence ?

Pour nous, l'organisation sortante, c'est le PC et l'Internationale Communiste. Bien que le PCF n'ait plus rien à voir avec le communisme, il a porté historiquement l'espoir de millions de prolétaires pour une autre société. Le PS aujourd'hui n'est même plus un parti réformiste, incarnant l'espoir de changements pour les travailleurs. C'est la petite-bourgeoisie qui se

fait des illusions sur le PS : est-elle la cible principale du NPA ?

« La gauche que nous voulons doit... être présente aux élections sans jamais oublier que ce sont les mobilisations qui imposeront le changement. » Cela va de soi pour le NPA, on participe aux élections ! On se compte au premier tour, et on se reporte sur le moins pire au deuxième. Entre parenthèses : voilà de quoi rassurer le PS ! Finalement, on retrouvera les vieilles ritournelles réformistes sur les élus soutenus par les travailleurs et les travailleurs soutenus par les élus. Et la bourgeoisie laisse faire, c'est significatif.

Mais qu'en est-il du pouvoir réel, de la répression armée ? Pour nous, les travailleurs doivent se préparer à la répression de la bourgeoisie, ne pas se faire d'illusions à ce sujet, et même combattre ces illusions, préparer la prise du pouvoir et préparer le socialisme par la dictature du prolétariat (dictature sur la bourgeoisie et démocratie pour les prolétaires). Avant même de proposer le NPA, la LCR avait déjà évacué tous ces principes.

« Nous n'avons pas de modèles, et surtout pas les régimes prétendument 'communistes' du siècle dernier, mais nous avons des objectifs. » Comment avoir des objectifs un minimum concrets sans avoir d'avis sur les grandes expériences passées, la Commune de Paris de 1871, la révolution russe de 1917, la révolution culturelle chinoise ? Tout cela est balayé d'un revers de la main. Par exemple, la propriété d'Etat a-t-elle quelque

chose d'« ouvrier » en soi, qu'une « bureaucratie » menace seulement de faire « dégréner » ? Y a-t-il lutte de classes sous le socialisme, et y a-t-il lutte de lignes dans le parti ? Comment répondre à ces questions en évacuant toutes les expériences historiques ?

« Construire une Europe des travailleurs » ; « s'organiser à l'échelle internationale et notamment européenne. » Nous ne voulons pas d'une Europe « de la libre concurrence et du profit ». Très bien. Mais voulons-nous d'une Europe de la réglementation étatique et du réformisme social ? Prenons un critère simple : qu'est-ce que ça changerait pour les travailleurs immigrés dont des milliers meurent de ne pouvoir passer les frontières européennes ? Le futur parti sera-t-il multinational, et pour la libre circulation de tous les travailleurs ? Le parti dont nous avons besoin doit être internationaliste, multiculturel, il doit briser les frontières !

Nous sommes d'autant plus sensibles à ces questions que nous avons pour but, nous aussi, par tout notre travail militant, de construire un nouveau parti « anti-capitaliste », et plus précisément un parti communiste révolutionnaire de la classe ouvrière. Le NPA va être sous le feu de l'actualité dans les semaines qui viennent, son congrès de fondation est prévu pour janvier. Nous en reparlerons donc. Nous comptons sur vos remarques, vos critiques, vos infos, vos contributions.

Valentin

## POUR CONSTRUIRE IL FAUT UN PLAN...



Le cahier n° 4 de la plateforme politique de VP est intitulé « Construire le parti. Où en est-on aujourd'hui ? » En relisant ce texte à l'heure du projet de NPA, deux constats sautent aux yeux. OUI, nous avons un besoin crucial de nous organiser politiquement, de ne pas nous contenter des luttes partielles et du travail syndical. Mais attention ! Il faut partir sur des bonnes bases...

Première affirmation (page 5) : « La question aujourd'hui, au vu des erreurs et des échecs passés, c'est : de quel type de parti avons-nous besoin, et pour quelle alternative ? » Deuxième affirmation (page 7) : « Organiser autour d'une ligne politique en développement ». Autrement dit, on ne peut renforcer l'unité que si déjà elle existe sur l'essentiel ! On ne peut se regrouper que sur une base minimum, mais essentielle, commune.

Ce n'est pas – suivez mon regard ! – « on regroupe tous les mécontents et on voit ce qui nous unit ». C'est-à-dire nier de fait le rôle central de la classe ouvrière, et la nécessité d'un certain nombre de principes solides, communistes, dès le départ. Et re-partir avec des principes vieux comme le réformisme : la politique consiste à se présenter aux élections ; on rejette ce qui est déjà rejeté (le PS) ; on n'a pas de références historiques, etc.

Voici donc quelques principes de base proposés par VP (page 6-8 du cahier n° 4).

« Le parti construit peu à peu l'orientation nécessaire à la libération des exploités. Et cela sur la base des délimitations essentielles que sont : l'anti-impérialisme, le fait de mettre la politique au poste de commande, une compréhension claire de ce qu'est la transition socialiste et du rôle de la classe ouvrière, le rejet du pacifisme... »

**LA POLITIQUE AU POSTE DE COMMANDE.** « La structure et le fonctionnement du parti sont modelés par ses objectifs : la révolution prolétarienne et le communisme, et par les moyens à mettre en oeuvre pour y parvenir ; l'ensemble se traduisant dans sa ligne politique... Entre la ligne politique de l'organisation, puis du parti, et leur édicition, il existe un lien dialectique. Ce rapport n'est pas exempt de contradictions. Car l'organisation n'est ni coupée de la société, ni immunisée contre la réalité impérialiste dans laquelle nous baignons et nous combattons. Elle est constituée d'individus qui ont des origines diverses, et des situations différentes dans la division sociale du travail. Néanmoins, avec ces moyens-là, nous cherchons à instaurer une société totalement nouvelle, sans classes, sans domination, et sans oppression. Dans cette relation contradictoire, c'est la ligne politique qui joue le rôle

déterminant. Les règles de l'organisation aussi sont l'expression de ses buts. »

**UNE VISION DE LA TRANSITION SOCIALISTE ET DU RÔLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE.** « L'objectif de l'organisation étant l'émancipation de la classe ouvrière dans la perspective du communisme, elle doit combattre les effets de la division du travail pourtant nécessaire en son sein. Il faut qu'elle renforce sans cesse son lien aux masses. Les inégalités, entre intellectuels et manuels, entre dirigeants et dirigés, entre hommes et femmes... ne peuvent être éliminées sous le capitalisme, et elles ne disparaîtront que très progressivement sous le socialisme. La lutte contre ces inégalités doit donc être permanente au sein de l'organisation. Dans ce but, son fonctionnement ne traite pas tous les militants sur un pied d'égalité. Il doit favoriser, par des mesures 'inégalitaires', ceux que la société a le plus écrasés. De même, la concurrence, l'individualisme ou l'élitisme doivent y être bannis. »

**REJET DU DÉMOCRATISME ET DU PACIFISME.** « La stratégie de la révolution prolétarienne passe par un affrontement avec l'Etat bourgeois qui s'appuie sur la violence des masses opprimées. Cette violence doit être dirigée par l'avant-garde du prolétariat. Dès aujourd'hui, la lutte des classes et la lutte contre les interventions impérialistes imposent à l'organisation communiste d'assumer l'illégalité et la violence. Sous l'impérialisme, la liberté politique des exploités est relative ; l'activité ouverte et pacifique est donc toujours conditionnelle et provisoire. »

**INTERNATIONALISME.** « L'abolition de l'oppression nationale et celle des frontières, de même que la lutte contre le chauvinisme, passe par le regroupement dans l'organisation de tous les ouvriers, quelle que soit leur nationalité. Cela se fait en favorisant la réflexion sur les tâches révolutionnaires dans les pays d'origine et par la confrontation avec les autres organisations communistes de par le monde, dans l'optique de s'unifier et de construire une nouvelle Internationale. Une organisation qui ne développe pas dès aujourd'hui une pratique anti-impérialiste, qui ne confronte pas ses positions avec celles des militants étrangers, risque de développer une ligne qui s'éloigne de l'internationalisme ; voire des positions euro-centristes. »

Lors de la première Coordination Nationale des Comités d'initiatives pour un Nouveau Parti Anticapitaliste. 28-29 juin 2008



Dans le numéro 219 de Partisan nous écrivions : « Fin février, la nouvelle est tombée sur le site : toutes les fabrications sauf une vont s'arrêter d'ici 2012 (...) Cette annonce très en amont de la fermeture est désormais une pratique générale du Medef ». Six mois après, nous avons voulu faire le point.

# Restructuration à Sanofi-Aventis

**P**artisan : Six mois après l'annonce de l'arrêt des fabrications, où en est le plan ?

Le projet de la direction est bouclé et la consultation des syndicats s'est terminée début juillet. La plupart des fabrications, sauf un anti-cancéreux, vont donc être transférées sur d'autres sites d'ici 2012. C'est du moins ce qu'ils disent.

L'argument de la pollution est nettement moins mis en avant. Il a même été démenti par un dirigeant du groupe. C'était un argument à double tranchant car il n'est pas prévu de faire des installations spéciales sur les sites d'accueil. Pareil pour l'argument de baisse des ventes et de faible rentabilité. Les conditions d'exploitations seront globalement identiques pour des raisons réglementaires. Alors, pourquoi les transférer si ce n'est pas rentable ? Reste un objectif : un gain de fric grâce au transfert, par suite de la baisse des frais fixes.

**Lors des restructurations, la tactique des patrons est toujours de faire croire qu'ils ne sont que les exécuteurs de contraintes extérieures à leur pouvoir de décision : les lois du marché, la pression immobilière, environnementale...** Exactement. Dans notre cas, ils ont avancé les trois raisons, et puis ils sont arrivés avec un bel objet, emballé dans un papier cadeau : un atelier de biotechnologie qui démarrerait en 2012.

«Reconversion», ça sonne tout de même mieux que «Fermeture». Mais les experts mandatés par les syndicats ont montré que l'engagement du groupe était moins net que ce que la direction prétendait et, en tout cas bien moindre que ses concurrents. Et depuis, nous avons appris que le médicament qu'il devait produire, l'Alibercep, avait du plomb dans l'aile.

**Vitry est une ville dirigée par le PCF. Quelle a été son attitude ?** Avant de parler de la Mairie, il faut voir quelle a été l'attitude du PCF dans le groupe. Ce dernier a impulsé une ligne classique de contre-plan industriel. La CGT du site s'est partagée entre la défense des salariés face à la restructuration et l'élaboration de ce contre-plan. Le contreplan consistait à maintenir les ateliers antibiotiques et à réclamer un nouvel atelier organique regroupant les fabrications que Sanofi voulait transférer.

**Quels ont été les débats dans la CGT sur ce contre-plan ?** Il n'y en a pas eu. Ils ne se sont pas donnés la peine de réunir les instances, ni pour l'élaborer, ni pour l'adopter. Cela a seulement concerné le groupe dirigeant avec la coordination, un peu l'UL et l'UD. J'ai seulement eu quelques discussions individuelles par-ci par-là. Le seul argument qu'on m'a présenté, c'était qu'il fallait une alternative industrielle crédible pour donner aux salariés le courage de se battre.

Bien sûr qu'il faut être crédible, mais on ne



Les travailleurs du site de Vitry devant le siège de Sanofi, le 1<sup>er</sup> avril 2008

parle pas de la même crédibilité. Pour nous, être crédible, c'est rassembler du monde aujourd'hui pour la lutte et demain pour prendre le pouvoir. Pour eux, être crédible, c'est faire du capitalisme autrement, en étant calife à la place du calife.

En fait le projet n'est jamais apparu crédible. Même aux réunions convoquées par la CGT pour en débattre, on discutait uniquement des conséquences de la restructuration pour les salariés.

Il faut dire que la CGT n'a jamais pu s'appuyer sur le réseau d'élus qui aurait pu lui donner un peu de crédibilité. Il n'y a même pas eu un seul rassemblement sur la ville de Vitry pour dénoncer la restructuration et porter ce contre-projet.

En fait, la Mairie PCF s'accommode de la reconversion. Elle mène elle-même une opération immobilière à côté de l'usine avec destruction des grands immeubles, constructions plus petites, augmentation des loyers et changement de population. De voir partir la chimie de Sanofi et arriver un atelier générant moins d'odeurs et de risques la satisfait. D'ailleurs le communiqué qu'elle a sorti après l'annonce du plan décerne un satisfecit à la direction pour son projet de biotechnologie. Il lui demande simplement, en fin de communiqué, d'être à l'écoute des syndicats pour ce qui est de sa mise en œuvre.

**N'y avait-il pas une possibilité de lien avec les populations à travers un groupe de défense de l'emploi, comme il avait été fait à Saint-Ouen avec l'Alstom, ou autour de Nestlé à Marseille ?** Ce qui nous arrive est cohérent avec l'évolution de la proche banlieue parisienne. Moins d'usines. Moins d'ouvriers. Des boulois de service ou de sous-traitance... C'est lié avec la polarisation de l'Education Nationale entre production de sur-diplômés et écoles-parking. A Vitry, la restructuration de l'Education Nationale se traduit par une dégradation générale de l'enseignement, à l'exception d'un «pôle d'excellence», histoire de maintenir une passerelle vers des métiers plus qualifiés.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas de liens personnels avec la ville. La LCR nous a approchés et a proposé de faire quelque

chose en commun sur la ville. On ne voyait pas quoi. Les habitants n'y travaillent pas. La zone industrielle est loin du centre. Et en plus, le site n'était pas en lutte.

**Justement comment se fait-il qu'une usine réputée combative ait si peu réagi ?** L'orientation du Medef est maintenant de prendre les restructurations très en amont, plusieurs années avant la fermeture effective. Et Sanofi accepte de payer. Jusqu'à quatre années de portage rémunérés à 70% par l'entreprise pour ceux qui partiront en mesures d'âge, des indemnités avantageuses en cas de mutation, une prime de licenciement pas inférieure à 55 000 euros.

Conséquence, au moins trois catégories de personnes trouvent leur intérêt dans ce plan : ceux en mesures d'âge, les futurs mutés, les très jeunes et derniers embauchés adeptes du «prends l'oselle et tire-toi». Cela a dégonflé la combativité. Et puis

il y a ceux qui avaient l'illusion que la direction allait céder beaucoup plus dans les négociations même qu'on bouge. Fin juin, c'était bouclé, avec juste deux rassemblements : l'un à l'usine, à peine crédible et l'autre au siège, un peu plus péchu mais tout juste menaçant.

**J'imagine que les vacances sont arrivées dessus. Comment est l'ambiance ?** Tout le monde attend et discute sur le meilleur choix. Mais il n'y a pas de place au collectif.

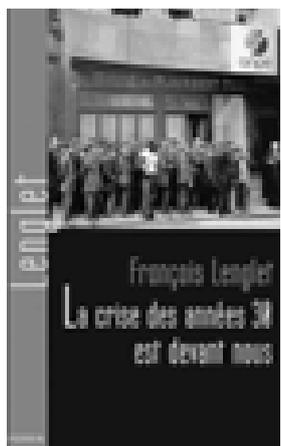
L'attente est inquiète pour certains, d'âge moyen, qui n'ont pas l'intention de partir dans le Sud. Le seul bâtiment combatif a pris un coup. La direction, nous sentant en faiblesse, y a réglé ses comptes et muté deux personnes hors du service sous des prétextes. C'est cependant encore le seul secteur où on raisonne collectivement en anticipant à long terme sur quelques combats à venir.

**Les usines en voie de fermeture se classent en deux catégories : celles qui vont à vau-l'eau, où plus personne ne travaille en attendant la fin, et celles qui montent en cadence. Tu places où la tiemme ?** Dans les deux. Il y a une ambiance de démotivation au travail. Mais dans un atelier, ils ont déjà annoncé la couleur. Il faudra travailler plus, y compris le samedi matin. Les transferts de fabrications imposent un certain nombre de contraintes (réalisation de stocks, timing précis...) et c'est nous, les salariés de Vitry, qui allons être la variable d'ajustement. Ils ont réussi à nous faire accepter la restructuration. Maintenant ils vont chercher à imposer les rythmes de fermeture et de transfert. Les prochains terrains de conflit seront là, articulés avec un chantage aux mutations.

Militants VP  
avril 2008



## LA CRISE DES ANNÉES 30 EST DEVANT NOUS



Petit livre stimulant de l'ancien directeur d'Enjeux-Les Echos, qui cite par deux fois... Trotsky. « Destruction et reconstruction, voici l'alternance fondamentale du capitalisme », affirme-t-il dès l'intro, « et elle semble bien avoir débuté un nouveau cycle au seuil du siècle ». Un cycle long de... destruction.

1. « Transformation dans la hiérarchie des puissances mondiales ». Domine désormais la rivalité-complicité Chine-USA.

2. « Tournant dans l'idéologie mondiale ». C'est le retour en force de l'Etat. Jusqu'à la nationalisation d'une grande banque anglaise (Northern Rock).

5. « Inflexion dans la mondialisation ». Tendances au retour des frontières et des nations. Tendance à la désintégration de l'Europe.

L'auteur est économiste, il ne dit pas : tendance à la guerre et à la répression. Il

signale tout de même que ce ne sont pas là des conséquences mécaniques. Il conclut - c'est sa dernière phrase : « Très probablement, les hommes et les idées du renouveau sont là, tout près de nous, dissimulés dans le fracas du monde ». On pense aux travailleurs révolutionnaires et aux partis communistes marxistes-léninistes ! Lui songe plutôt, apparemment, aux futurs Alan Greenspan, « vieux sage » de la Banque centrale américaine, ou John Keynes, célèbre économiste « anti-libéral ». La vision large du vieux journaliste économique capitaliste est tout de même impressionnante. Il nous donne des éléments pour analyser l'évolution récente du capitalisme impérialiste. Par précaution, se reporter tout de même à notre revue, la Cause du Communisme n° 15 !

MC

de François Lenglet, Ed. Perrin, 150 pages, 6 euros

## Afghanistan INTERVIEW

**Ceux qui connaissent VP-Partisan depuis quelques années (depuis 2002, année de l'invasion de l'Afghanistan par les armées américaines, françaises et autres) se souviennent que nous avons initié alors une campagne pour faire venir une représentante de RAWA en France (Partisan n°168 à 171). Que fait la France en Afghanistan ? Dans un des derniers envois qu'elle nous fait, l'organisation RAWA répond à cette question. Voici des extraits d'une interview de Mariam, de RAWA, par Justin Podur pour Z-Magazine, 14 août 2008**

## Que fait la France en Afghanistan ? Rawa répond :

**Z**-Magazine : La Revolutionary Association of the Women of Afghanistan (RAWA) est une organisation de femmes qui gère des écoles clandestines et d'autres projets, qui éduque les filles afghanes, publie un journal, et fait de l'agitation politique en faveur des droits des femmes, des droits de l'homme, de la laïcité et de la justice sociale en Afghanistan. Pouvons-nous compléter cette introduction avec quelques éléments de votre analyse de la situation politique et militaire en Afghanistan ?

Rawa : La situation est très complexe. Nous avons l'occupation de l'OTAN, et l'ingérence des pays voisins, le Pakistan, l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Tadjikistan, la Russie, etc, chacun soutenant différents groupes fondamentalistes ces dernières années. Les Talibans contrôlent plusieurs régions et, au cours des derniers mois, ont même atteint les portes de Kaboul. Ils sont soutenus par certains milieux pakistanais. Même le régime iranien envoie des armes et des munitions aux Talibans. Les civils afghans sont les premières victimes, une fois de plus, des brutalités des Talibans, y compris les attentats-suicides. Les frères de religion des Talibans, les membres de l'Alliance du Nord, sont au pouvoir actuellement, soutenus généralement par le gouvernement américain. Une bonne partie du nord du pays est dirigée par les seigneurs de la guerre locaux de l'Alliance du Nord. Le gouvernement de Hamid Karzai n'a pas de réel contrôle là-bas. Les Talibans et les autres mouvements fondamentalistes sont les ennemis du peuple afghan. Et leurs forces sont soutenues par les USA et les Occidentaux. Le soutien que les fondamentalistes reçoivent de l'extérieur rend difficile la résistance du peuple afghan contre eux. D'autre part, les USA et l'OTAN jouent au chat et à la souris avec les Talibans et Al Qaïda, pendant que les Afghans ordinaires souffrent de l'impact de leurs bombardements aveugles, et nous sommes les témoins des tragédies terribles des victimes civiles quotidiennement.

**Est-ce que l'occupation de l'OTAN apporte une aide à l'Afghanistan ou des ennemis ? Est-ce qu'elle peut être utilisée indirectement pour renforcer les forces progressistes ? Est-ce qu'elle ne repousse pas une victoire des Talibans qui serait pire que la situation actuelle ?**

Il y a 7 ans, quand les USA ont envahi le pays, la situation était différente. Beaucoup d'Afghans ont apprécié leur présence et ils étaient heureux d'être débarrassés de l'oppression des Talibans. Ils pensaient qu'avec l'élimination des Talibans, la communauté internationale interviendrait. On leur avait promis une vie meilleure, la démocratie, la liberté, et la fin des groupes fondamentalistes. En quelques mois, il est apparu clairement que le gouvernement américain poursuivait sa politique erronée de soutien des fondamentalistes en Afghanistan. Nous avons vu que les USA s'appuyaient sur les fondamentalistes de l'Alliance du Nord pour combattre un autre groupe fondamentaliste, les Talibans. Peu importe qu'ils combattent les Talibans ou le « terrorisme », ils se faisaient les soutiens de l'Alliance du Nord, et pour les Afghans, les deux sont les mêmes... Ils ne respectent pas les droits de l'homme, ils violent les femmes, se livrent à la corruption, la fraude et à la contrebande, comme nous l'avons démontré.

Dès le départ, RAWA a déclaré que les USA et les Occidentaux avaient leurs propres raisons pour intervenir, et que ce n'était pas pour la liberté du peuple afghan. Nous avons dit que ce que les

USA et l'OTAN faisaient au nom de la démocratie était en fait une caricature de démocratie. C'était évident pour nous. Aujourd'hui, les bombardements de l'OTAN sont de plus en plus nombreux, de plus en plus de civils meurent, et d'autres violations sont commises par les USA et l'OTAN. Et ils tentent même actuellement de partager le pouvoir avec les Talibans et le parti terroriste de Gulbuddin Keykmatyar. Si ce complot se réalise, cela signifiera une nouvelle tragédie pour le peuple afghan, l'unification de tous les ennemis du peuple afghan sous une seule enseigne, de telle sorte qu'ils pourront ensemble écraser le peuple afghan et ses individus et forces progressistes.

Sous un système mafieux et à l'ombre des fusils et des seigneurs de la guerre, les forces progressistes n'ont malheureusement aucune chance de venir sur scène et de travailler ouvertement. Toute force anti-fondamentaliste et anti-occupation sérieuse et solide aura toujours besoin de combattre clandestinement, et ne sera ni soutenue ni encouragée. En réalité, les USA ont peur de voir l'émergence d'un puissant mouvement progressiste en Afghanistan. Ceux qui critiquent ouvertement le gouvernement et les seigneurs de la guerre font face à des menaces, des emprisonnements et des restrictions. Nous faisons face tous les jours aux mêmes problèmes et aux mêmes dangers que sous les Talibans.

La privatisation et le système du libre marché, imposé à l'Afghanistan depuis 2001, a ouvert la voie au néo-libéralisme dans le pays, ce qui constitue un autre cauchemar pour notre peuple. Nous ressentons son impact désastreux pour les pauvres d'Afghanistan. Le niveau de misère et de pauvreté en Afghanistan dépasse l'imagination. Le fossé entre les pauvres et les riches se creuse de jour en jour. Plus de 70% des Afghans vivent sous le seuil de pauvreté. Selon les statistiques officielles, 42% vivent avec moins de 10 dollars par mois. Les prix astronomiques de ces derniers mois ont transformé la vie en torture pour la majorité du peuple afghan.

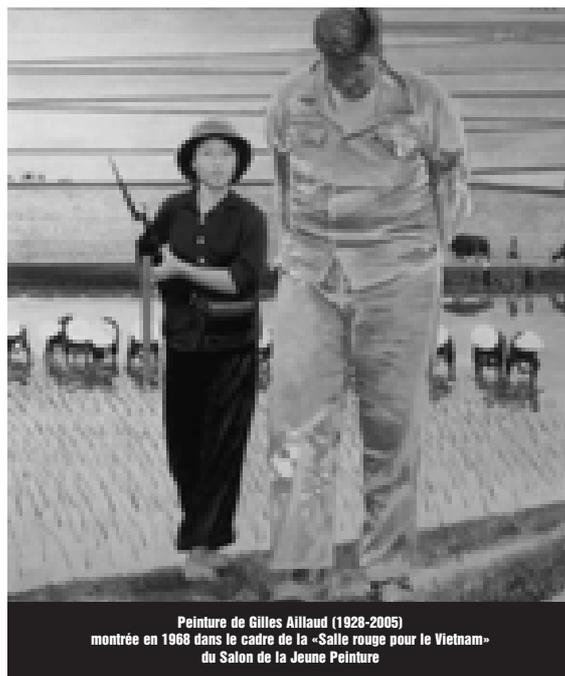
**Que pensez-vous de l'argument selon lequel, si l'OTAN part, l'Afghanistan tombera rapidement aux mains des Talibans, ce qui serait encore pire ?**

C'est vrai que ce serait pire avec un régime de Talibans. Mais, au moins, nous ne serions pas sous l'occupation d'un pouvoir étranger. Actuellement, nous avons deux problèmes : nos propres fondamentalistes locaux, et une occupation étrangère. Si l'OTAN partait, nous n'aurions plus qu'un problème au lieu de deux... La liberté de l'Afghanistan ne peut être que l'oeuvre du peuple afghan lui-même...

**Si l'OTAN partait, les Talibans auraient plus de difficultés pour se présenter comme un mouvement de libération nationale...**

En réalité, chacune des deux parties dépend de l'autre. Si les USA devaient jusqu'à un certain point éliminer les Talibans, ils n'auraient plus de prétexte pour rester ici. Car les Talibans et le terrorisme ne sont que des prétextes. Ils sont hypocrites. Ils sont ici avec des visées stratégiques : c'est une position centrale à partir de laquelle ils contrôlent l'Iran, la Russie et la Chine, influencent le gouvernement et la société pakistanaise, renforcent leur mainmise sur les républiques d'Asie centrale, etc. C'est la raison pour laquelle ils renforcent leur présence militaire et construisent des bases. (Traduction Partisan)

Site de Rawa : [www.rawa.org](http://www.rawa.org)  
Intégralité de l'article (en anglais) : [www.zmag.org/znet/viewArticle/18429](http://www.zmag.org/znet/viewArticle/18429)



Peinture de Gilles Aillaud (1928-2005)  
montrée en 1968 dans le cadre de la «Salle rouge pour le Vietnam»  
du Salon de la Jeune Peinture

## 1968-2008 QUELQUES LEÇONS DE LA GUERRE DU VIETNAM

**Cette année, le stage d'été de VP-Partisan était centré sur le thème « 1968-2008 ». L'une des demi-journées de débat a souligné l'importance de la lutte contre les guerres impérialistes. Le « Mouvement du 22 mars » avait été créé, comme son nom l'indique, le 22 mars 1968 par des étudiants de Nanterre pour défendre leurs camarades arrêtés suite à une manifestation contre la guerre du Vietnam. Ce fut l'étincelle qui déclencha les « événements »...**

La guerre du Vietnam – 1945 à 1976 – est la plus longue du XX<sup>e</sup> siècle. C'est aussi celle qui a suscité dans le monde entier la révolte et l'opposition de la jeunesse des années 1968, contribuant à former sa conscience politique anti-impérialiste et internationaliste. Evoquons quelques aspects discutés au cours du stage.

1954 : La défaite de l'impérialisme français à Dien Bien Phu marque un tournant et un espoir pour les peuples colonisés. Côté vietnamien, déception. Car les accords de Genève imposent la partition du pays en deux : le Nord s'engage avec Ho Chi Minh dans l'édification du socialisme, le Sud devra poursuivre la lutte pour l'indépendance nationale menée à partir de 1960 dans le cadre du Front National de Libération (FNL) : le Parti Communiste mènera de front ces deux combats.

1956 à 1975 : Le relais est pris par l'impérialisme américain qui vise un objectif militaire et politique : enrayer le développement communiste en Asie du Sud-Est, affirmer l'implantation stratégique des USA, première puissance mondiale. Mais il s'agit d'une guerre injuste, d'une guerre de domination, menée avec une telle violence que l'on a parlé d'« écocide » : napalm, gaz orange, mines anti-personnelles ; un pays entier et sa population subissent davantage de bombes que pendant toute la

Seconde guerre mondiale ! Les images diffusées à la télévision pour la première fois contribuent à indigner la population américaine dont les engagés meurent en terre étrangère : conscription forcée pour les jeunes de familles pauvres, noires ou porto-ricaines, et pour les étudiants en échec !

Malgré le silence de l'URSS, pourtant pilier du « camp socialiste » mais déjà engagée dans une conception réactionnaire de la « coexistence pacifique », la cause vietnamienne mobilisera fortement en Europe dès 1966. Mais deux conceptions du soutien vont s'affronter. Derrière le PCF, le Mouvement de la Paix et le Comité Vietnam National scandent « Paix au Vietnam », sans donner de contenu à ce slogan pour l'avenir du peuple vietnamien. Les marxistes-léninistes privilégient les Comités Vietnam de Base, qui défendent « FNL vaincra » et l'indépendance du Vietnam.

De là, un débat d'actualité au stage, sur nos responsabilités face aux guerres dans le monde. Dénoncer le rôle de notre impérialisme, même si le prétexte est humanitaire, est une tâche permanente. Mais nous réservons notre soutien aux forces progressistes qui dépassent le nationalisme et envisagent une société sans exploitation.

Népal

# 'Sainte-alliance' contre le pouvoir populaire

**A**u moment où nous écrivons — 13 août 2008, nous ne connaissons pas l'issue institutionnelle de la crise politique qui a suivi le « coup de force » des partis traditionnels contre les maoïstes lors de l'élection présidentielle. La situation évoluant très vite, nous nous sommes attachés à traiter des grands aspects de la période auxquels sont confrontés les communistes népalais.

**Le numéro 220 de Partisan (« La révolution népalaise, obstacles et perspectives ») a déjà évoqué les nombreux défis et les difficultés auxquels sont actuellement confrontés les communistes du Népal. Après dix années de guerre populaire qui ont permis de politiser les masses et de les mobiliser contre le féodalisme et l'impérialisme, et après avoir suscité et dirigé le gigantesque mouvement démocratique (2006-2007) qui a permis d'abattre l'institution politique n°1 du féodalisme, la monarchie, le PCN (m) se trouve confronté à l'élaboration d'une nouvelle tactique pour la prise du pouvoir.**

**Ces questions font l'objet de débats extrêmement importants et en même temps très ouverts au sein du PCN (m), comme en témoignent ces extraits de deux articles écrits en juillet 2008 par deux membres du Comité Central, Basanta et Biplab, et publiés par la revue du PCN (m), The Red Star.**

Des camarades de VP

**L**e Népal est un pays semi-féodal et semi-colonial. Le féodalisme et l'impérialisme, et surtout l'expansionnisme indien, ont toujours été des barrières à une transformation radicale des rapports sociaux, économiques et culturels et à l'affirmation de la souveraineté populaire et nationale. Avec la proclamation de la République, l'institution féodale qu'était la monarchie a été abolie; sans doute le féodalisme s'en trouve-t-il considérablement affaibli sur le plan politique. Mais la lutte pour s'en débarrasser est loin d'être terminée. En outre, la république démocratique demeure liée à l'ordre mondial impérialiste. Dès lors, la république bourgeoise ne peut nullement être considérée comme un régime politique appartenant en propre aux classes, aux nationalités et aux régions opprimées du Népal.

Avec l'élection de l'Assemblée Constituante et la proclamation de la République, les rap-

ports sociaux et les rapports de classe ont changé, même si la vieille structure socio-économique semi-féodale et semi-coloniale demeure. Même si le féodalisme continue à exister en termes économiques et culturels, la bourgeoisie compradore, qui sert surtout les intérêts de l'expansionnisme indien, est désormais au-devant de la scène. En ce sens, on peut dire que l'aspect national de la révolution de démocratie nouvelle prend le dessus sur l'aspect démocratique.

La révolution népalaise, qui est à l'étape de l'offensive stratégique, se trouve dans une phase cruciale. Les forces révolutionnaires luttent contre les forces contre-révolutionnaires afin de créer une situation favorable, dans laquelle elles pourront conquérir le pouvoir tout entier. Quant aux forces contre-révolutionnaires, elles font tout ce qu'elles peuvent pour ne pas perdre le pouvoir et empêcher les opprimés de le leur arracher. Un conflit politique intense se dessine. Notre parti est à l'offensive; cependant, il n'a pas encore triomphé.

## A PROPOS DE L'ÉTAPE ACTUELLE ET DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE

Ce qui a été mis en place à ce jour, c'est une république fédérale et démocratique. Il s'agit en quelque sorte d'une démocratie bourgeoise, dans laquelle le PCN (maoïste) joue un rôle central. Toutefois, l'avant-garde du prolétariat népalais n'a pas encore conquis la totalité du pouvoir d'État. La révolution népalaise n'a pas encore atteint l'objectif stratégique de la démocratie nouvelle — à savoir la dictature conjointe des forces anti-féodales et anti-impérialistes,

dirigée par le parti prolétarien. Il faut voir que la république fédérale et démocratique est un mot d'ordre tactique qui doit favoriser l'achèvement de la démocratie nouvelle, qui comme Mao l'a définie, correspond elle-même à la première étape de la révolution prolétarienne. Par conséquent, il ne saurait être question de considérer ce mot d'ordre comme une stratégie ou une étape séparée précédant la démocratie nouvelle.

## DÉBATS AU SEIN DU PCN (M)

[...] La deuxième conférence nationale du parti, tenue en 2001, a formulé comme tactique politique la mise sur pied d'une table-ronde et d'un gouvernement intérimaire, ainsi que l'élection de l'assemblée constituante. En août 2004, le comité central a concrétisé cette orientation avec le mot d'ordre de république démocratique.

Maintenant que l'élection de l'assemblée constituante a eu lieu et que la République fédérale et démocratique du Népal a été proclamée, cette tactique a fait son temps. Toutefois, le parti n'a pas encore élaboré une tactique nouvelle et appropriée à l'organisation de l'offensive finale vers la conquête du pouvoir.

Naturellement, cette situation a mené à une certaine confusion.

Celle-ci ne doit pas durer. Si cette situation perdure, cela pourrait mener, consciemment ou pas, à ce que l'actuelle république démocratique soit vue comme une étape stratégique précédant la révolution de démocratie nouvelle.

Notre révolution est à l'étape de la négociation; notre parti considère le compromis comme un aspect parmi d'autres de la lutte de classe. [...] Le marxisme admet la possibilité des compromis; cependant, il considère impossible d'accomplir une révolution par une succession de compromis. Le compromis peut être utile à un moment donné pour obtenir le pouvoir d'État, mais il est impossible d'établir le pouvoir prolétarien en se fondant uniquement sur les compromis. Les courants opportunistes et réformistes, quant à eux, considèrent le compromis non seulement comme une nécessité dans une situation donnée, mais comme un objectif en soi. Ils croient qu'on peut changer la société et transformer le pouvoir d'État par le compromis et la négociation, plutôt que par la révolution. Ces deux conceptions, opposées, sont en voie de s'entrechoquer au Népal.

Nous, maoïstes, souhaitons transformer le compromis actuel en révolution, ce qui implique d'écarter la contre-révolution. Pour ce faire, nous devons élargir les moyens et les bases de la révolution. Il faut consolider le parti, l'APL [Armée Populaire de Libération, armée du PCN] et le front uni, et les porter à un niveau supérieur. Il faut proposer des perspectives politiques et économiques claires et conquérir le pouvoir d'État.

Nous avons déjà accepté de dissoudre les organes locaux du pouvoir populaire. Nous avons dissous les tribunaux et les milices populaires. Les coopératives, communes, dispensaires et écoles qui ont été établis durant la guerre sont maintenant affaiblis.

Dans ce contexte, s'il fallait que nous acceptions les exigences du Parti du Congrès [parti bourgeois lié à l'impérialisme indien], directement ou indirecte-

ment, cela équivaudrait à déclarer que la révolution est terminée. Il n'y a pas eu de grande discussion à ce sujet, mais une tendance considère que cela ne ferait aucune différence si nous acceptions les sept revendications du parti du Congrès. Cette tendance au libéralisme par rapport à ces exigences n'a rien de révolutionnaire et elle sert les intérêts du parti du Congrès.

Historiquement, cela s'est déjà produit au Népal. Jusqu'ici, le parti du Congrès et les impérialistes ont cru qu'ils seraient capables de détruire le PCN (maoïste) avant l'élection. Des partis et organisations fraternelles à l'étranger ont aussi pensé que quelque part, notre parti se ferait bouffer tout cru! Mais durant la campagne électorale, les masses populaires ont protégé le PCN comme leurs propres enfants, et le parti du Congrès et les impérialistes ont échoué dans leur mission.

[...] Là, nous devons porter notre attention vers la défense de la révolution, ce qui implique qu'on en finisse avec le compromis.

Si nous acceptons l'idée que la révolution népalaise est partie prenante de la révolution mondiale et qu'il faut tirer les leçons des révolutions du passé, il appartient aux révolutionnaires du monde entier de discuter et clarifier la notion de compromis. Cela signifie que nous devons nous creuser les méninges, afin de développer une nouvelle idéologie et une nouvelle conception susceptibles de résoudre les problèmes auxquels nous faisons face et protéger la révolution népalaise. Bien qu'il se soit avéré difficile jusqu'à maintenant d'aborder ces questions, nous pouvons nous appuyer sur les suggestions qui nous ont été faites par le Comité du Mouvement Révolutionnaire Internationaliste, le Revolutionary Communist Party (USA) et le Parti communiste de l'Inde (maoïste).

Les inter-titres sont de Partisan. Cet article a été rendu possible grâce aux traductions en français réalisées par nos camarades canadiens du PCR : <http://ledrapeaurouge.ca/pdf/185.pdf>. Les deux articles en anglais sont publiés sur le site de la revue du PCN (m) The Red Star : <http://www.krishnasenonline.org/theredstar>



Le premier ministre (exécutif) du nouveau gouvernement : Pushpa Kamal Dahal 'Prachanda' (PCN-maoïste)

**DIFFUSEZ**  
Partisan  
**FAITES LIRE**  
Partisan



# Sans-papiers la lutte continue !

**23** août 2008, manifestation d'anniversaire de la lutte des Saint-Bernard (1996). Le mouvement de grève continue. Voir notre blog Ouvalactg : 10 août, le point de l'été ; 24 août, la confédération CGT officialise sa défense du capitalisme.

trahir ouvertement le mouvement lancé le 15 avril dernier et qui dure toujours. Mais elle cherche tous les moyens pour en finir, trouver une sortie «honorable» dans la négociation qu'elle recherche à tout prix avec le gouvernement.

Après l'abandon de la «régularisation de tous les sans-papiers», résolution du 48e congrès, pour la seule «régularisation des travailleurs sans-papiers», voilà maintenant la «régularisation des salariés ayant une promesse d'embauche et quand le métier exercé est en déficit de main-d'oeuvre». A chaque étape un recul, à chaque étape un alignement sur les positions du gouvernement et de la circulaire Sarkozy-Hortefeux, à chaque étape un alignement sur les nécessités du capitalisme, l'acceptation de ses règles et de son fonctionnement.

Extrait du tract national CGT : «La seule décision réaliste dans ce conflit : la régularisation du salarié, dès lors où il y a une promesse d'embauche de l'employeur et que le métier exercé est en déficit de main-d'oeuvre.»

Commentaire de notre blog Ouvalactg : «Sous la pression des grévistes sans-papiers dans les divers conflits, sous la pression des occupants de la Bourse du Travail de Paris, sous la pression des militants syndicalistes de classe partout où ils sont actifs, la CGT n'a pu jusqu'à présent

**LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !**

## Réforme de l'école

**Notre cellule a organisé en mai 2008 un débat avec une quinzaine de travailleurs de secteurs très différents engagés dans des luttes (ouvriers d'usines, travailleurs du BTP, travailleurs de l'éducation nationale, étudiants et un lycéen... dont certains sans-papiers) : Usine, école, immigration..., échanges sur trois aspects concrets de l'impérialisme en France. Nous revenons ici sur le point de vue ouvrier concernant la réforme de l'école.**

### Suppressions de postes et restructuration des cursus : QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES ENFANTS DES MILIEUX POPULAIRES ?

Parmi les nombreuses coupes dans les budgets sociaux de l'État, il y a les réductions d'emplois par milliers dans l'éducation nationale. Plus particulièrement pour les établissements scolaires des quartiers populaires. Les réformes engagées par le gouvernement Fillon-Sarko visent au final à séparer plus tôt qu'avant les classes sociales : dès le collège, comme naguère, les enfants de prolétaires seront massivement séparés des autres et orientés vers les filières les plus courtes et avec moins de « passerelles » pour un éventuel « ascenseur social »... Un exemple : la disparition des BEP et des bacs pros en 4 ans, l'ensemble étant remplacé par des bacs pros en 5 ans : économie d'un an de formation, mais aussi plus d'échec prévisible pour les lycéens. Cette réforme s'accompagne d'une grande place à la formation privée et au contrôle des entreprises sur le contenu professionnel et idéologique des formations.

Le principe reste le même : dégotter bon nombre de jeunes – « c'est de ta faute si tu ne réussis pas scolairement » – et les faire culpabiliser personnellement de l'échec que le système leur inflige. Pour leur mettre dans le crâne qu'ils ne seront jamais capables d'autre chose que d'obéir et se faire exploiter. Mais ce sera plus dur qu'aujourd'hui, avec moins de chance encore de s'en sortir.

### RÉDUIRE LES COÛTS DE FORMATION...

Un ouvrier de PSA raconte son incompréhension face à la décision des profs pour son fils : ils m'ont dit « votre fils n'a

pas le niveau, il ne pourra pas suivre l'an prochain ». Moi, j'ai bien compris, j'étais d'accord pour le faire redoubler, pour qu'il puisse progresser. Mais ce sont les profs qui n'ont pas voulu ! « On ne peut pas se permettre de le faire redoubler, il n'a pas le niveau, mais il passe quand même. »

Un prof militant confirme cette tendance et constate : l'État considère désormais qu'un jeune à former c'est un coût. Il limite donc les redoublements, préfère plonger les élèves dans l'échec en les faisant passer rapidement sans seconde chance, puis les envoyer sans diplôme sur le marché du travail à la merci des patrons.

### ... VOIRE DÉLOCALISER LA FORMATION

Un travailleur sans-papiers : « Moi je n'ai jamais été à l'école, je n'ai pas appris à lire parce qu'il n'y a pas d'école dans tous les villages. Mais j'ai été nourri au Mali, j'ai grandi, appris à travailler et être adulte, je suis venu après et je travaille ici sans avoir jamais coûté un centime à la France pour ma formation. » Il y a aussi les immigrés qui ont fait des études au pays et travaillent ici sans que leur formation ait coûté à la France. Ça aussi ça fait des économies pour l'État.

Deux militants VP et un sympathisant

## LE SMA À L'ÉCOLE, C'EST QUOI ?

**Comme il l'avait promis durant sa campagne, Sarkozy a fait voter une loi instituant le service minimum d'accueil (SMA) à l'école. Cette loi est parue au**

**Journal Officiel du 24 août dernier et comporte deux volets : « l'accueil » et la restriction du droit de grève. Qu'est ce qu'ils entendent par « accueil » ?**

Afin de suppléer aux enseignants grévistes, la loi prévoit que les mairies établissent des listes, un vivier de personnes volontaires pour le service «d'accueil». Aucune qualification n'est demandée : il s'agit juste de posséder «les qualités nécessaires pour accueillir et encadrer des enfants». Quelles sont les qualités nécessaires, mystérieuses, permettant de se passer de toutes qualifications afin de s'occuper d'enfants ? Ensuite l'inspection d'Académie doit vérifier que le postulant n'a pas de casier judiciaire. De plus, dans le volet «mobilité» de la Révision Générale des Politiques Publiques, il est déjà prévu que tout fonctionnaire puisse faire un complément de service dans une des trois fonctions publiques (État, Territoriale, Hospitalière). Dans ce cas, pourquoi ne pas demander à un employé communal d'intervenir dans les écoles ? Mais le texte va plus loin : «Art. L. 133-1. Lorsque, par suite de l'absence ou de l'empêchement du professeur habituel de l'élève et de l'impossibilité de le remplacer, ces enseignements ne peuvent lui être délivrés, il bénéficie gratuitement d'un service d'accueil.»

Le gouvernement fait donc d'une pierre deux coups, non content de restreindre le droit de grève, il trouve une solution moins onéreuse aux problèmes d'emplois. En effet, mieux vaut des employés communaux ou des animateurs, payés à la journée, que des enseignants titulaires auxquels on doit verser des primes de

sujétions ! Ainsi, face aux mouvements des parents d'élèves et des enseignants réclamant des moyens d'éducation et des effectifs, le gouvernement a réglé le problème à sa façon : restreindre le droit de grève et substituer au droit à l'éducation le droit à l'accueil.

### EN VÉRITÉ, C'EST UNE ATTAQUE DU DROIT DE GRÈVE

Au-delà de l'occasion de flatter le populisme de certaines franges de la population, le SMA vise principalement le droit de grève. Par exemple, l'article 3 prévoit que : «la cessation concertée du travail est précédée d'un préavis (précisant) les motifs du recours à la grève... Pendant la durée du préavis, les parties intéressées sont tenues de négocier». Cinq jours avant le début de la grève, les syndicats représentatifs doivent déposer le préavis. Ce préavis devra être déposé à l'issue d'une période de négociation de treize jours francs, c'est à dire excluant les mercredis, samedis et dimanches. Ces réunions de négociation en haut lieu, elles favorisent les bureaucraties syndicales, les compromis pourris, et permettent d'interdire les préavis glissants.

Afin d'organiser le service d'accueil, l'article 5 prévoit l'obligation pour les personnels enseignants de se déclarer grévistes 48 heures à l'avance. Ce qui signifie que l'on ne peut pas changer d'avis, et qu'une grève spontanée, par exemple contre l'ex-

pulsion d'un(e) élève sans papiers, est de ce fait interdite.

Le SMA est une attaque directe contre le droit de grève, qui vient après celle dans les transports. La bourgeoisie prétend répondre à une demande des familles. C'est faux, les mouvements contre les suppressions de postes dans les écoles ont été soutenues politiquement et physiquement par les associations de parents d'élèves. Le gouvernement prépare un combat plus général pour abaisser les droits sociaux de tous les travailleurs. Nous devons préparer la résistance globale. Pour cela, les directions syndicales ne seront pas nos alliées, elles négocient tous les reculs sociaux.

**Nous devons lutter partout pour le droit de grève sans limitations.**

Valentin

**À COMMANDER A NOTRE BP**

Une brochure **2 euros**

Partisan sur le net : [www.vp-partisan.org](http://www.vp-partisan.org)

CONTACT → [contact@vp-partisan.org](mailto:contact@vp-partisan.org)

Voie Proletarienne - BP 48 - 93802 Épinay-sur-Seine cedex

Parution du numéro 222 vers le 22 octobre. Envoyez vos articles avant le 4 octobre